

<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION DE CONTRIBUTION AU FINANCEMENT D'UNE OPERATION DE RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS : EXTENSION DU RESEAU DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL</b></p>
--

Entre les soussignés :

La Fédération Départementale d'Energie du Pas de Calais (FDE62), agissant en tant qu'autorité concédante pour la commune indiquée à l'article 1 de la présente convention, laquelle lui a transféré son pouvoir d'autorité concédante en matière de distribution publique de gaz, représenté par son Président, Monsieur Michel SERGENT, dûment habilité à cet effet par délibération de l'assemblée délibérante en date du 17 octobre 2020, transmise préalablement à Monsieur le Préfet le 13 novembre 2020, accompagnée des pièces du projet de contrat,

désignée ci-après : «**l'autorité concédante**»

Et

**GRDF**, Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet –PARIS (9eme)-, représenté par Monsieur Jean-Jacques DUBOIS, Directeur clients – territoires Nord-Ouest, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Edouard SAUVAGE, Directeur Général, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016,

désigné ci-après : «**le concessionnaire**»

**Il a été exposé ce qui suit :**

La réglementation en vigueur, en particulier l'article L.432-7 du code de l'énergie, offre la faculté aux autorités concédantes du service public de la distribution de gaz naturel, d' « *apporter leur contribution financière aux gestionnaires des réseaux de distribution pour étendre les réseaux de gaz naturel sur le territoire des concessions déjà desservies partiellement ou pour créer de nouvelles dessertes de gaz naturel sur le territoire des communes non encore desservies par un réseau de gaz naturel, lorsque le taux de rentabilité de cette opération est inférieur à un niveau fixé par voie réglementaire* ». L'arrêté ministériel du 28 juillet 2008 fixe le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article L.432-7 du code de l'énergie.

Le concessionnaire a mené des études pour réaliser une opération de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel de la commune de Richebourg

Une contribution au projet de raccordement de la commune s'avérant nécessaire, et conformément aux dispositions de l'article R432-8 du code de l'énergie, l'assemblée délibérante de l'autorité concédante, dans sa délibération en date du 07 avril 2018 s'est prononcée favorablement au principe d'accorder une telle contribution et a arrêté le montant de la contribution à la somme de 187155 euros.

L'assemblée délibérante de l'autorité concédante a habilité le président du FDE62 à signer une convention avec le concessionnaire pour formaliser cet accord.

**Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'autorité concédante contribue au financement de l'opération de raccordement décrite à l'article 2 ci-dessous.

### **Article 2 - Rappel de l'opération de raccordement et de la participation financière**

L'opération de raccordement pour laquelle l'autorité concédante a apporté sa contribution financière est la suivante :

- Nature des travaux : desserte de la commune de Richebourg
- Description des ouvrages : 4573 mètres de PE 63
- Localisation géographique : cf plan joint en annexe

Le calcul du montant de l'investissement nécessaire à l'opération de raccordement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière a conduit aux résultats suivants :

- ✓ Au maximum de la consommation prévisionnelle, soit au bout de 12 ans à compter de la signature du contrat de concession
  - nombre de clients T2 : 105
  - consommation prévisionnelle totale sur la période de 12 ans : 30 657 MWh
  - tarif acheminement pris en compte : ATRD6 au 1<sup>er</sup> juillet 2020 X 1,08
  - montant de l'investissement brut sur la période de 30 ans : 449 943 €
  - montant de l'investissement brut sur la période de 30 ans hors branchement : 385 514 €
  - montant des dépenses d'exploitation sur la période de 30 ans : 581 536 €

Dans ce cadre, l'autorité concédante a contribué financièrement pour la réalisation des ouvrages aujourd'hui mis à la disposition du concessionnaire dans le cadre du Contrat, pour un montant de 187 155 €.

### **Article 3 – Conditions de remboursement de la contribution de l'autorité concédante**

Au terme d'un délai de 12 ans à compter de la réalisation de l'opération de raccordement, correspondant à la date de mise en gaz et sur demande de l'autorité concédante, un examen de la situation sera réalisé pour prendre en compte les éléments constatés, en regard des éléments prévisionnels décrits à l'article 2.

Les parties conviennent que le Compte d'Exploitation Prévisionnel joint figurant à l'Annexe 6 du traité de concession sera recalculé avec les données réellement constatées.

Si le TRI résultant est supérieur au TRI initial avant impôt, alors le concessionnaire rembourse totalement ou partiellement la contribution, à hauteur de la différence entre la contribution initialement versée et le niveau de contribution qui aboutit à rétablir le TRI initial.

Le remboursement ne pourra excéder le montant de contribution initiale.

### **Article 4 – Responsabilités**

Tous les travaux exécutés dans le cadre de la présente convention le sont sous la maîtrise d'ouvrage du concessionnaire.

Les travaux ne seront exécutés qu'après avoir reçu de l'autorité concédante la contribution financière prévue à l'article 2.

En aucun cas, la responsabilité du concessionnaire ne pourra être retenue du fait du défaut ou du retard dans l'exécution des travaux dû au retard ou au défaut de versement de la contribution financière.

L'autorité concédante garantit le concessionnaire contre toute action amiable et/ou contentieuse de la part des bénéficiaires de l'opération de raccordement si l'origine de l'action provient du retard ou du défaut de paiement de ladite contribution.

En aucun cas, la responsabilité du concessionnaire ne pourra être retenue du fait du défaut ou du retard de travaux à charge de l'autorité concédante.

L'autorité concédante garantit le concessionnaire contre toute action amiable et/ou contentieuse de la part des bénéficiaires de l'opération de raccordement si l'origine de l'action provient du retard ou du défaut de réalisation de travaux à sa charge.

#### **Article 5- Entrée en vigueur et fin de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et, le cas échéant, après accomplissement par l'autorité concédante des formalités destinées à la rendre publique.

A défaut de versement par l'autorité concédante au concessionnaire de l'intégralité de la contribution financière visée à l'article 2, la convention sera rendue caduque sans qu'il soit besoin d'autres formalités.

La convention prendra fin sans qu'il soit besoin d'autres formalités à la date de survenance de l'un des événements suivants :

- dès que le concessionnaire aura communiqué à l'autorité concédante le résultat du calcul visé à l'article 3, dès lors que ce résultat est négatif ;
- dès que le concessionnaire aura effectué le remboursement visé à l'article 3 si le résultat du calcul est positif ;
- au terme d'un délai de 13 années à compter de la réalisation de l'opération de raccordement.

#### **Article 6 – Règlement des litiges**

Toute difficulté liée à l'application et/ou à l'interprétation de la présente convention sera traitée comme il est écrit dans le cahier des charges de concession de distribution publique de gaz naturel.

#### **Article 7- Frais de timbre et d'enregistrement**

La présente convention est dispensée des frais de timbre et d'enregistrement.

Les droits éventuels d'enregistrement et de timbre seront à la charge de celle des Parties qui aura motivé leur perception.

Fait à ....., le JJ/MMMM/AAAA en double exemplaire original

Pour l'autorité concédante

Pour le concessionnaire

# Annexe

## TRACE PREVISIONNEL DE L'OPERATION DE RACCORDEMENT

